

Ferñent

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

N° février 2026

fernentbirane@gmail.com - Blog : <http://fernent.blog> HYPERLINK- "<http://fernent.blog4ever.com/articles>" HYPERLINK "<http://fernent.blog4ever.com/articles/ever.com/articles>"
- <https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBirane>

APR/BBY/FMI ONT PILLÉ LES FINANCES PUBLIQUES **LES PRIX BAISSENT SOUS LE GOUVERNEMENT DIOMAYE-SONKO**

reçu sur facebook

Baisse de 9,9 % du prix du gas-oil - Baisse de 7,1 % du supercarburant - Baisse de 25,6 % du pétrole lampant - Baisse de 14,5 % de l'essence ordinaire - Baisse de 10% du prix de l'électricité sur la 1ère tranche pour les clients domestiques petite puissance (DPP) et les clients professionnels petite puissance (PPP) dès le 01/01/2026 (2,6 millions de clients sont concernés) - Baisse de 29,55% du riz ordinaire importé (de 22 mille à 15500 fcfa, actuellement il est à 13200 fcfa chez certains grossistes) - Une baisse de 31,03% sac d'Oignon (de 14500 à 10mille fcfa) - Une baisse de 22,12% du sac de farine (19325 à 15050 fcfa) - Baisse de 27,59% du sac de pomme de terre (14500 à 10500 fcfa) - Une baisse de 18,42% du bidon d'huile de 20L (19 mille à 15500) - Une baisse de 10,94% du sac de sucre (32 mille à 28500 fcfa) - Gaz butane 9kg (4500 à 4285 fcfa), Gaz butane 6kg (2900 à 2885 fcfa) Gaz butane 2,7kg (1500 à 1305 fcfa) - Le ciment passe de 73 mille à 68500 fcfa (une baisse de 6,16%) - Une Subvention de 20 milliards pour le TER - Une subvention de 9 milliards pour la Poste - Le déficit budgétaire est passé de 13% à 7%, en moins de 2 ans - Le Sénégal est classé 5ème sur les 27 pays africains en matière de clarté et de prévisibilité réglementaires. Rappel: Sur l'année 2025, l'Etat du Sénégal a fait une économie de 33,3 milliards sur les dépenses publiques (seconde LFR 2025). En 2026, il y a au minimum plus de 100 projets d'investissements publics prévus y compris le Grand transfert d'eau (137 milliards financés par le PRES)+ constructions de 35 centres de santé + les travaux de réhabilitation du chemin de fer Dakar-Tamba + réhabilitation de plus de 4200 km de routes, etc) ».



LE LOURD POIDS DU SERVICE DE LA DETTE

Alla Kane, LE DOYEN DES DOYENS, reçu par whatsapp

En 2025, le déficit budgétaire est de 1695 milliards de francs cfa tandis que l'amortissement de la dette s'élève à 3384 milliards de francs cfa avec 1057 milliards de francs cfa d'intérêts.

En 2026, les prévisions donnent : 4307 milliards de francs cfa pour l'amortissement et 1190 milliards de francs cfa pour les intérêts, soit un total de 5497 milliards de francs cfa à rembourser.

En divisant cette somme par 365 jours, le Sénégal paiera 15 milliards de francs cfa par jour. Situation lourde que notre



gouvernement assumera avec responsabilité.

DIISAAYU FEY BOR YIFI NI ASKANN WI WCCE BAYEEK NUN. Ci atom 2025, naka matuk kopari gafakaak rewmi mingi tolluwoon ci 1695 millihaar i cfa tek ça wara dello ci bor 3384 millihaar i cfa yu and ak tegaay yu toll ci 1057 millihaar i cfa. Ci atom 2026, li nuy sentu toll ci : 4307 millihaar i cfa ci de loi bor and ak tegaay yu toll ci 1190 millihaar i cfa. Mboole sen di : 5497 millihaar i cfa yu nu wara fey ci art mi Loolu lepp booko sedele 365 i fann mu jox la 15 millihaar yoo wara fey bes bu ne. Diis na lool waye du te sunu mbooloom jewrin fey lepp and ceek wareef wu mat sek.

05/01/26

COMMUNIQUÉ – FRAPP Pikine

Un mois de mépris : les Bus Tata refusent de baisser les prix **ARRÊTEZ D'EXPLOITER LES PAUVRES — L'ÉTAT DOIT AGIR !!!**

Voilà plus d'un mois que FRAPP Pikine a saisi, à travers des mémorandums écrits, le Ministère des Transports et le Ministère de l'Intérieur, suite à la baisse du prix du carburant et au maintien injustifié des tarifs du transport urbain. À ce jour, aucune mesure concrète n'a été appliquée.

Pire encore, les Bus Tata refusent catégoriquement de baisser les prix des tickets, en violation totale de la réglementation en vigueur. Cette situation constitue une exploitation flagrante des populations pauvres, déjà écrasées par le coût de la vie. Les travailleurs, les élèves, les étudiants et les femmes des marchés paient chaque jour le prix de l'inaction de l'État et de l'avidité de certains transporteurs.



FRAPP Pikine dénonce : le silence coupable des autorités, le mépris des transporteurs, et la non-application de la loi n° 2021-25 du 12 avril 2021 relative à la fixation des prix et à la protection du consommateur.

Nous rappelons avec force que nul n'est au-dessus de la loi. Le transport public ne peut pas être un espace de prédation sociale. FRAPP Pikine exige : la baisse immédiate des prix des tickets sur les Bus Tata, la fixation officielle et publique des tarifs par l'État, et des sanctions contre tout transporteur en infraction.

ARRÊTEZ D'EXPLOITER LES PAUVRES. L'ÉTAT DOIT AGIR, ET AGIR MAINTENANT. FRAPP Pikine reste debout, vigilant et mobilisé aux côtés des populations.

Fait à Pikine le 26 janvier 2026

Village de Saré Doro Thiam, département de Médina Yoro Foulah, région de Kolda **Sortir les terres du résistant Muusa Molo Baldé** **du dénuement et de l'enclavement !**

Diagne Fodé Roland

La jeunesse féminine et masculine de la Région de Kolda s'est dotée d'un Mouvement des Jeunes Panafricains de la Région de Kolda (MJPK) qui organise depuis quelques années un festival mobilisateur des populations pour réfléchir, échanger et agir pour la satisfaction des besoins vitaux des populations dans une optique panafricaine.

Ce que j'ai vu 45 ans après avoir sillonné dans les années 80 la Belle Casamance : Saré Doro Thiam, sans eau potable, sans électricité sauf le solaire ou groupes électrogènes, des cases, en cas d'incendie dépendant des pompiers gambiens, pour tout accès des pistes impraticables en saison sèche à plus forte raison en saison des pluies avec crevasses sur lesquelles même les 4x4 gros cylindres ne peuvent rouler qu'à 20 ou 30 km à l'heure, des enfants n'y sont déclarés à l'État civil à Kolda que beaucoup plus tard, difficulté pour évacuer et commercialiser les productions agricoles, centre de santé ou de maternité à distance, etc.

L'occupation coloniale a organisé l'Afrique en "zones utiles et inutiles" selon les besoins de l'exploitation des richesses par le capitalisme-impérialiste. L'Afrique « utile et inutile » à la colonisation et son prolongement néocolonial a été

géographiquement définie par le colonisateur selon les richesses à extraire et à spolier du sous-sol et du sol et selon les voies d'évacuation vers les métropoles impérialistes et aujourd'hui vers les centres de la mondialisation capitaliste.

La continuité entre colonialisme et néocolonialisme par l'organisation du « Sénégal utile et inutile » est ici frappante. Médina Yoro Foulah est laissé à l'abandon par ce système colonial et néocolonial et fait partie de ce « Sénégal inutile » que seule la souveraineté nationale anti-impérialiste peut rompre.

Malgré cet abandon, il y a un vivre ensemble communautaire remarquable des nationalités Peul, Coniagui, Sérère, etc que le MJPK rassemble pour envisager la bataille du désenclavement en interpellant l'État pour la dotation de routes bitumées, du courant, de l'eau potable, d'un centre de santé, etc. Ne pas désespérer de Saré Doro Thiam, de la commune de Bouroco et du département de Médina Yoro Foulah, cette terre africaine du résistant Muusa Molo Baldé est le message principal à retenir de ce festival souverainiste, panafricain et populaire organisé par une jeunesse qui relève la tête et entend prendre sa destinée en main avec le soutien participatif des

parents et des aînés.

Bravo à cette jeunesse qui a, pour paraphraser
Frantz Fanon, découvert sa mission et

l'accomplie.

27/12/25

LETTE OUVERTE

A MES CAMARADES PRÉSIDENT ET PREMIER MINISTRE, AUX MILITANTS DE PASTEF ET A NOTRE PEUPLE

Diagne Fodé Roland

Notre joie est immense, la seconde étoile de la CAN, nos jambars l'ont arrachée de belle manière : contre l'arbitrage honteux et en défendant notre dignité en demandant aux joueurs de rentrer aux vestiaires puis en revenant intelligemment sur le terrain pour, finalement, l'emporté par un but mémorable.

Le peuple a fêté la victoire de nos « lions de la teranga » tout en regrettant les quolibets, les agressions et autres exactions du Makhzen et de certains de nos frères marocains qui font honte à la fraternité africaine.

Mais voilà que votre annonce de « terrain et de sommes d'argent » vient, pour nous, gâcher la fête, d'autant plus que nos jeunes fils footballeurs n'ont certainement rien demandés. J'en suis sûr, car j'en connais au moins deux que je considère comme des fils.

Ces footballeurs sont quasiment tous des milliardaires en francs colonial CFA.

L'enthousiasme débordant d'une jeunesse arrivée récemment au pouvoir ne peut expliquer cette sortie irréfléchie et inacceptable.

Pourquoi ne pas donc attribuer « terrain en hectares et millions de francs CFA » aux médecins, infirmières et autres personnels des hôpitaux qui ont sauvé des vies lors de la pandémie du covid ? Pourquoi ne pas en faire de même aux familles des victimes de la répression liberticide mortifère de l'autocratie APR/BBY dont le sacrifice suprême est un des facteurs décisifs de l'avènement de notre parti Pastef au pouvoir ?

Vous ouvrez par cette annonce une boîte de pandore que nous devons refermer vite en faisant ouvertement une autocritique devant le peuple.

En effet, nos enfants footballeurs se sont battus pour ramener la seconde étoile de la CAN et se battront en coupe du monde, non pas pour l'argent, mais parce que leur passion footballistique est chevillée à leur amour de la patrie. L'un d'eux, dont je suis de fait un oncle, avait promis à l'âge de huit (8 ans) à son père de

jouer pour l'équipe nationale du Sénégal.

A mon avis, ces footballeurs millionnaires et milliardaires en francs CFA doivent plutôt être invités à investir dans les « diasporas bonds » pour contribuer au redressement des finances publiques pillées par l'APR/BBY dont le lègue permet aux prédateurs du FMI/BM d'exiger « la restructuration de la dette » dont ils sont complices notamment pour la partie « cachée ».

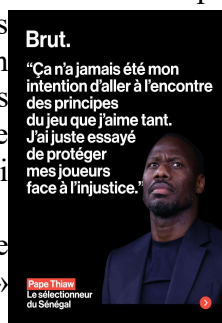
Franchement, si l'État a encore de l'argent à distribué, pourquoi ne pas les utiliser pour résorber les passifs sociaux hérités de la dictature libérale néocoloniale de l'APR/BBY et de ses prédécesseurs libéraux néocoloniaux du PS et du PDS ?

Même si vous êtes emportés par l'enthousiasme d'une belle victoire, vous dirigez un pays auquel nous avons promis l'alternative aux alternances prédatrices de 2000 et 2012 et à 64 ans d'oppression néocoloniale. Ne jamais oublier cet engagement scellé à la mémoire de nos martyrs tombés pour ne plus jamais être condamnés aux périls des pirogues et aux traversées des mers, océans et déserts pour devenir sans papiers dans les prétendus eldorados étasuno-européens.

C'est le dirigeant responsable de 1996 à 2022 de la lutte des sans papiers pour la régularisation en France que je suis (estimations de 200.000 régularisations sur la période au plan national et 10% donc 20.000 au plan local) et adhérent à la base de Pastef France qui vous interpelle en vous demandant de consulter chacun de notre équipe nationale pour que les sommes annoncées soient attribuées aux victimes de la répression macabre de 2021 à 2024 de l'autocratie APR/BBY dont on attend la reddition judiciaire des comptes de crimes de sang et financiers.

Voilà comment on peut associer les différents pans du peuple à notre projet de transformation systémique et de rupture avec le néocolonialisme et l'impérialisme dans une perspective panafricaine. Alors vive l'autocritique et la rectification nécessaires !

21/01/26



COMPRENDRE PASTEF ET L'ACTUELLE PHASE DE REDRESSEMENT DE LA TRANSITION VERS LA RUPTURE !

Diagne Fodé Roland

Le projet de Pastef est à terme la « rupture systémique » dans une perspective panafricaine avec la domination néo-coloniale de l'impérialisme françafricain, eurafricain et usafricain sur la terre africaine du Sénégal. A la différence des deux alternances libérales néocoloniales de 2000 et 2012, Pastef a été élu à la présidentielle par 54% des électeurs et a obtenu 130 députés pour mettre en œuvre une alternative aux alternances néocoloniales de 2000 et 2012. Mais l'autocratie néocoloniale libérale APR/BBY a légué un gouffre financier consécutif aux vols systémiques des deniers publics, un endettement à 132% du PIB, notamment une partie dissimulée avec la complicité du FMI/BM et un pillage chronique des ressources naturelles du pays.

La crise de surproduction et de sur-accumulation du capitalisme financier mondial est, ici, aggravée par l'avidité d'une bourgeoisie bureaucratique d'État françafricaine, eurafricaine et usafricaine qui a fait dire au premier ministre souverainiste, O. Sonko, qu'en matière des finances publiques « nous croyions être au rez de chaussée, nous sommes au quatrième de sous sol » avec en sus des remboursements équivalents au budget annuel du pays.

Le FMI et les agences de notation manœuvrent pour faire accepter « la restructuration de la dette » prétexte « aux conditionnalités » libérales. Ce que le pouvoir souverainiste refuse en recherchant avec des réussites notables des emprunts additionnels bilatéraux, en élargissant l'assiette fiscale tout en abrogeant les honteuses exonérations fiscales, en faisant payer normalement les entreprises, notamment étrangères, et en mobilisant de nouvelles ressources financières interne type « diaspora bond », etc. L'indispensable reddition des comptes devant les tribunaux du pays, y compris de l'ex-président autocrate, doit être judiciairement menée jusqu'au bout pour que le Jub, Jubbal, Jubanti devienne un sacerdoce allant dans le sens de dé-

néo-coloniser l'appareil d'État.

Le souverainisme et le nationalisme : antidotes contre la maladie du néocolonialisme

Un tel contexte rend donc nécessaire la bifurcation vers les politiques et assises sectorielles pour redresser les finances publiques dilapidées par la bourgeoisie bureaucratique néocoloniale libérale APR/BBY et éviter la banqueroute. De la même manière, la guerre de l'OTAN par proxy djihad-terroristes rend nécessaire la prolongation de l'état d'exception dans l'AES.

Le souverainisme au Sénégal et dans l'AES, sans en avoir le discours à l'exception de celui de I. Traoré du Burkina, est en confrontation avec les impérialistes hégémoniques françafricain, eurafricain et usafricain. Il est anti-néocolonial et est donc totalement antinomique avec le prétendu « néo-souverainisme ... illustrée par le Brexit sous Boris Johnson, les présidences de Donald Trump et de Jair Bolsonaro, ou encore les gouvernements de Viktor Orbán et Giorgia Meloni, porté par des leaders charismatiques se présentant comme antisystèmes, issus de l'extrême droite » (Senepplus), lit-on dans une contribution confusionniste d'un « ex-marxiste-léniniste armé de la pensée mao ». Cet ex-camarade, obnubilé par « le pragmatisme » idéologique affiché des leaders de Pastef, ne voit pas qu'il s'agit d'un souverainisme anti-néocolonial alternatif aux 65 années de servilité volontaire néocoloniale de la bourgeoisie bureaucratique d'État. Il confond allègrement le prétendu « néo-souverainisme » mondialiste suprémaciste fascisant et fasciste de la bourgeoisie impérialiste des USA/Royaume-Uni/UE/G7/Israël ou régional comprador de Bolsonaro/Milei avec le souverainisme de l'actuelle lutte indépendantiste anti-néocoloniale au Sénégal et dans l'AES.

Franchement, le souverainisme des expériences sénégalaise et de l'AES, au-delà des formes nationales différentes, s'apparente plutôt au souverainisme haïtien d'Aristide, bolivarien vénézuélien, bolivien du MAS, nicaraguayen sandiniste, brésilien de Lula, etc.

Le « pragmatisme » reflète tout simplement le fait



que l'actuelle rébellion souverainiste de la jeunesse n'a pas bénéficié de la transmission de l'héritage militant révolutionnaire d'une gauche historique trahie par ses principaux leaders. C'est donc la conséquence du recul idéologique et politique du mouvement ouvrier et populaire et de la soumission à la mondialisation libérale des élites dirigeantes capitulardes de la gauche historique à la tête des organisations ongisées du monde du travail et de la société civile. Les multiples luttes défensives des travailleurs de la base qui font de plus en plus appels aux organisations souverainistes panafricains anti-impérialistes hors des entreprises et non aux syndicats, les luttes des précaires sans les titulaires sont des signes de cette décapitation idéologique et politique des classes laborieuses.

Le concept négativement connoté de « néo-souverainisme » a été élaboré par les boîtes à idées de la social démocratie impérialiste pour discréditer toute opposition souveraine à la « mondialisation » capitaliste libérale. Cet avatar idéologique mondialiste a imposé, y compris dans le mouvement alter-mondialiste des forums sociaux au Nord et au Sud, une stratégie mondialiste réformatrice alter-libérale et parfois anti-libérale d'opposition aux effets du capitalisme, donc contre les conséquences et non le mode de production impérialiste lui-même. Certains ne disaient-ils pas après la « chute du mur » que « FMI/B sont incontournables, l'impérialisme est devenu invincible » (sic!) ?!



Le « néo-souverainisme » est une invention social-démocrate libérale pour euphémiser la fascisation et le fascisme, notions remplacées dans leurs jargons par « extrême droite » et « populisme » pour tenter de discréditer les anti-capitalistes et anti-impérialistes par les notions « d'extrême gauche » et « d'islamo-gauchisme ». Ce faisant, ils ne font que singer la tactique fasciste des années 30 qui agitait le concept de « judéo-bolchevisme » pour rallier les milliardaires allemands, étasuniens, français, britanniques à la préparation de la guerre fasciste contre l'URSS et des génocides visant les Juifs, Tziganes, Slaves.

Le même mode opératoire a été utilisé par la social-démocratie et surtout sa version trotskiste avec le concept de « nationalisme » au point que

certaines considèrent que le racisme culturaliste ambiant aux USA et en Europe serait « défensif » par opposition « aux communautarismes » des fractions racialement, culturellement ou religieusement ayant obtenu récemment la citoyenneté et dont les parents sont immigrés. Ainsi, le « nationalisme » est décontextualisé pour faire passer en contrebande le chauvinisme dans les pays impérialistes (USA/UE) et condamner le nationalisme libérateur des colonies, néo-colonies et pays dépendants.

La tragédie ici est que les ex-gauches poreux à tous les vents soufflés par les thinks-thanks impérialistes les mènent à répéter le crétinisme idéologique de la « fin de l'histoire » en oubliant leur engagement d'hier pour la souveraineté nationale et populaire contre le néocolonialisme. Le nationalisme des pays impérialistes est chauvin alors que celui des pays opprimés est indépendantiste, donc exige l'égalité des droits de tous les peuples.

Différenciation au sein des classes sociales entre souverainistes et néocoloniaux

Le confusionnisme idéologique est aussi présent dans la réduction de la base sociale de Pastef aux « deux catégories sociales... La première composante est constituée d'une élite administrative des alumni notamment de l'Université Gaston Berger (UGB) et de l'École nationale d'administration (ENA)... La seconde est composée d'une large frange du « peuple de l'économie informelle » : commerçants, artisans, lumpenprolétariat urbain, migrants et « doomu daara » issus des écoles coraniques » (Seneplus).

Amusant si ce n'était dangereux ce mélange entre « lumpenprolétariat, migrants et doomu daara » pour éviter la réalité sociologique factuelle d'une différenciation puis d'une opposition réelle au sein des groupes sociaux, des classes sociales entre les souverainistes et les néocoloniaux. En effet, si la classe ouvrière, la paysannerie, les pêcheurs, les éleveurs, les travailleurs de l'informel ont un intérêt conséquent de classe dans la confrontation directe avec l'oppression impérialiste et son système néocolonial, la bourgeoisie nationale et les féodalités maraboutiques connaissent une différenciation interne entre les fractions souverainistes et néo-coloniales. L'affaiblissement de leur dépendance vis-à-vis de l'impérialiste US/UE avec les investissements alternatifs chinois, indiens, iraniens, russes, turcs, et autres y contribuent.

Les mobilisations de secteurs de l'UNACOIS comme celles des marchés populaires dans la campagne « Aucha dégage » initiée par le FRAPP (qui a obtenu des distanciations réglementaires entre les Auchans) attestent d'un intérêt certain de certains secteurs de la bourgeoisie nationale pour la souveraineté. Il en est de même de la différenciation au sein même de la féodalité maraboutique qu'illustrent les Doomu Daara, par ailleurs qui ont subi une exclusion historique en raison de la francophile néo-coloniale. D'autres exemples l'attestent aussi. Il est aussi tout à fait inexact et indécent d'exclure les bases syndicales, les travailleurs, ouvriers, paysans, éleveurs, pêcheurs des forces sociales qui ont intérêt à se débarrasser du néocolonialisme, (mot d'ailleurs ignoré totalement), alors que l'enquête menée sur les victimes de la violence meurtrière de l'État hors la loi APR/BBY fait état de 80% d'ouvriers assassinés suivis des étudiants. L'exigence de reddition des crimes de sang est une base pour dé-néo-coloniser l'institution judiciaire et responsabiliser civiquement pour le respect de l'état de droit les forces de défense et de sécurité (armée, gendarmerie, police).

Les leaders des expériences souverainistes en cours au Sénégal et dans l'AES sont les produits du raz-le-bol des effets socialement dévastateurs et liberticides de la crise du système néocolonial, prolongement local de la crise générale du stade suprême du capitalisme qu'est l'impérialisme.

Faire l'autruche pour ne pas voir cette vérité, est une méconnaissance du traumatisme d'une jeunesse condamnée par le néocolonialisme libéral à un exil meurtrier par les traversées mortifères des mers, océans et du désert. De même qu'est passé par perte et profit le traumatisme dans la société malienne de l'interdiction à l'armée et à l'État malien de récupérer Kidal et de la découverte au Burkina et au Niger du double jeu des impérialistes français, eurafricain, usafricain qui, le jour « aident » les pays concernés et la nuit les djihado-terroristes et séparatistes. Ces traumatismes engendrent objectivement une différenciation au sein des classes sociales bourgeoise, féodale et petite bourgeoise entre souverainistes et néocoloniaux. Cette réalité indéniable est à la base du large front politique souverainiste panafricain civil au Sénégal et militaro-civil dans l'AES qui rassemble les représentants politiques des classes sociales, y compris des fractions de la bourgeoisie et de la

féodalité nationales, sous le leadership de la petite-bourgeoisie radicalement anti-corruption et souverainiste. Ce front politique souverainiste est donc traversé par des courants idéologiques et politiques reflétant les positions des différentes classes sociales qui y participent mais dont l'unité sert à régler la contradiction principale, celle l'opposant au camp néocolonial allié de l'oppression impérialiste.

Le chemin tortueux et complexe vers la souveraineté

L'héritage catastrophique de la mal-gouvernance libérale néocoloniale impose un détour inévitable pour remettre à flot une économie exsangue saignée à blanc par les vols financiers de la bourgeoisie rapace APR/BBY avant de pouvoir envisager ensuite la rupture systémique promise. L'apprentissage de la gestion des impatiences en fixant des priorités tout en donnant l'exemple du Jub, Jubal, Jubanti pour assainir l'État et combattre efficacement l'habitus néocolonial de se servir en premier avant de servir les autres est un défi à relever pour redresser et faire gravir la transition du quatrième de sous sol au rez de chaussée. Cette période complexe suscite des approches différentes perceptibles entre le président élu et le premier ministre leader empêché par l'autocratie APR/BBY. Cette situation qui engendre des positionnements différents entre les militants doit être maîtrisée et dépassée par l'organisation du 1^{er} congrès de Pastef afin de rétablir le fonctionnement collectif et collégial des instances dirigeantes du sommet à la base et organiser la liaison avec le peuple. Généraliser le fait qu'il existe chez certains militants et même dans la population un certain transfert de la relation confrérique entre Marabout et Talibé pour disqualifier le leadership souverainiste personnalisé actuel, c'est « jeter le bébé et l'eau du bain ». Les faits montrent par ailleurs le rôle moteur de la détermination, de l'énergie, du courage des leaders, Sonko, Diomaye, Marius, pour ne citer que ces trois figures reconnues de la résistance à l'autocratie néocoloniale APR/BBY.

Parallèlement, l'intervention des résistants de l'ex-gauche trahie doit mettre en œuvre l'unité, critique, unité dans Pastef et plus largement dans le camp souverainiste pour réarmer idéologiquement et politiquement les classes laborieuses engagées dans le combat de la libération nationale panafricaine et l'émancipation

sociale.

Voilà pourquoi, il est important que les révolutionnaires résistants de la gauche, du communisme contre les renégats de la lutte des places dans les pouvoirs néocoloniaux libéraux mondialistes s'engagent résolument dans le camp

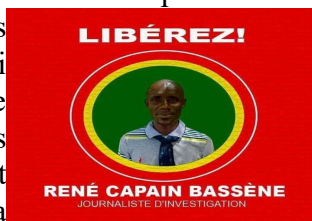
souverainiste sur la base de l'unité, critique, unité pour vaincre le camp néocolonial infesté de renégats « ex-marxistes armés ou non de la pensée Mao ».

20/01/26

LIBERTÉ POUR RENÉ CAPAIN BASSENE !

Diagne Fodé Roland

Des enquêtes sérieuses d'organismes indépendants ont largement documenté les irrégularités multiples qui ont entaché le procès dit de « Boffa Bayotte ». Procès dont les incohérences ont débouché sur la condamnation à perpétuité de René Capain Bassène en relâchant tous les autres, y compris Atoute Badiate par contumace.



La condamnation étant définitive, il ne reste plus que deux possibilités : la révision du procès à partir d'éléments nouveaux ou la grâce présidentielle.

Les démocrates, panafricains et internationalistes du Sénégal, d'Afrique et d'ailleurs attendent la libération de cette victime d'une erreur judiciaire qui cache mal sa nature politicienne.

La lettre ci-dessous de SOS Casamance demande cette libération.

Lettre de Amadou SYLLA, Délégué Général de SOS CASAMANCE

reçue sur facebook

À Son Excellence

Monsieur le Président de la République, Bassirou Diomaye FAYE

Monsieur le Président,

Vous venez d'achever une visite économique de cinq jours en Casamance. Ce déplacement, attendu depuis longtemps, a suscité une immense espérance parmi les populations d'une région meurtrie par plus de quarante années de conflit, de marginalisation et de souffrances silencieuses.

Au nom de SOS Casamance, et en mon nom personnel, nous saluons ce choix politique fort. En vous rendant en Casamance, vous avez envoyé un signal clair à la jeunesse, aux femmes, aux paysans, aux victimes directes et indirectes de la crise : la Casamance n'est plus oubliée. Vous avez écouté, dialogué, regardé en face les réalités du terrain. Cette posture est porteuse d'un espoir réel, fragile mais puissant.

Mais cet espoir ne peut rester symbolique. Il doit se traduire par des actes forts, courageux et réparateurs. Il doit marquer durablement votre mandat et inscrire votre nom dans l'histoire de la paix et de la justice en Casamance. C'est au nom de cet espoir, au nom de la paix véritable et de la réconciliation sincère, que nous vous demandons solennellement d'user de votre pouvoir constitutionnel pour accorder une grâce présidentielle à Monsieur René Capain



Bassène.

René Capain Bassène n'est pas un criminel. Il est un journaliste, un intellectuel engagé, un médiateur infatigable du dialogue, un militant reconnu pour la paix en Casamance. Depuis plus de sept ans, il est injustement privé de liberté pour avoir osé écrire, enquêter, déranger, et défendre une paix fondée sur la vérité, la justice et la dignité des victimes.

Le maintenir en détention, alors que tous les autres co-accusés ont été libérés, est une blessure ouverte pour l'État de droit, pour la liberté de la presse et pour la conscience nationale. Le libérer serait un acte d'apaisement, un geste de pardon, un signal fort envoyé à toutes celles et ceux qui œuvrent pour la paix sans armes.

Monsieur le Président, la paix ne se construit pas seulement par des projets économiques, mais aussi par des décisions humaines et courageuses. Accorder la grâce à René Capain Bassène, c'est permettre à un père de retrouver ses enfants, à une épouse de retrouver son mari, et à la Casamance de faire un pas de plus vers la réconciliation.

Vous êtes aujourd'hui le dernier recours. Vous avez le pouvoir de transformer une injustice en acte de justice, une souffrance en espérance, une détention injuste en symbole de réconciliation nationale.

Monsieur le Président, l'histoire vous regarde.

La Casamance vous écoute. La justice vous interpelle. Que Dieu vous inspire dans cette décision. Respectueusement, fermement et patriotiquement.

UN DÉPUTÉ DE LA CEDEAO ÉCHAPPE A LA JUNTE PUTSCHISTE D'EMBALO

Guy Marius Sagna, Sen député à la CEDEAO

Celui que vous voyez s'appelle Marciano Indi, député à l'Assemblée nationale de Guinée-Bissau et mon collègue au Parlement de la CEDEAO. C'est un grand plaisir de l'avoir vu hier à 19h à Dakar.

Marciano Indi avait été arrêté à l'aéroport de Bissau et empêché par la junte de Embalo de participer à une session du Parlement de la CEDEAO. Objectif de Embalo : empêcher tous les députés et toutes les personnalités qui lui sont opposés de sortir de Guinée-Bissau et d'aller à des tribunes internationales pour dire la vérité. Quelle vérité ? Qu'en Guinée-Bissau il y a eu le coup d'État le plus burlesque : Embalo a perdu les élections et a fait un coup d'État à Embalo.

Marciano Indi a été pour cette raison jeté en prison pendant 40 jours dont 30 dans une cellule avec 80 détenus qui se partageaient une seule toilette. Et un jour,

ils lui ont dit de sortir.

D'autres sont encore emprisonnés en Guinée-Bissau dont le leader du PAIGC Domingos Simões Pereira (DSP). Drôle de coup d'État où les putschistes laissent libre le président de la République Embalo sortir du pays et emprisonnent le chef de l'opposition. Domingos et tous les autres doivent être libérés. Le vainqueur de l'élection présidentielle doit prêter serment. Les putschistes et leur leader Embalo doivent être sanctionnés.

Marciano Indi n'est pas libre. Il sera libre quand la Guinée-Bissau sera libérée de la junte de Embalo, du néocolonialisme...

La Guinée-Bissau doit être rendue au peuple de Guinée-Bissau.

Une autre Afrique est possible. Une Afrique souveraine, démocratique, juste et prospère autour d'un gouvernement fédéral.

26/01/26



DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE DU BÉNIN A PROPOS DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LEGISLATIVES DE JANVIER 2026 : PLUS QUE JAMAIS LES ASSISES NATIONALES DU PEUPLE !

La Cour Constitutionnelle a validé le 19 janvier les résultats des élections législatives du 11 janvier 2026 proclamés par la CENA le 17 janvier avec un taux d'abstention de 63% ; le parti LD, sans un député ; l'UP-R, 60 députés et le BR, 49. Ces proclamations faites au-delà des délais auparavant promis, indiquent la suite naturelle d'un scrutin scabreux, frauduleux, dicté d'avance. La monstrueuse Loi 2024-13 du 15 mars 2024 portant Code Electoral en République du Bénin ne prévoit des sièges au parlement que pour les partis de la mouvance présidentielle. Le parti "Les Démocrates" qui a poursuivi son rôle d'accompagnateur, en dépit de toute évidence, ne pouvait qu'être éliminé. Le Bénin sous Patrice Talon est revenu à un parlement monocolore au service du système de monarchie despotique qui, avec la nouvelle Constitution, prévoit le musèlement du peuple pour les 7 années à venir. Or, le pouvoir de Talon et son système, le peuple n'en veut plus. Le boycott massif de la mascarade électorale, à l'appel de l'APP, est une expression

de ce rejet. Ce boycott massif, malgré le couplage avec une élection de proximité, les communales, s'appuie sur des revendications claires qui s'expriment de toutes parts et dans toutes les couches populaires : « Non » à la famine organisée ! « Non » à l'assassinat crapuleux de nos soldats par les troupes françaises par terroristes interposés et à la transformation de notre pays en un protectorat français ! « Non » aux tracasseries multiples contre les producteurs d'acajou, de soja, et contre les transporteurs ! » « Liberté aux détenus politiques et retour des exilés politiques ! » « Nous voulons une Assise nationale ! ». C'est contre la satisfaction de ces exigences légitimes que se dressent le pouvoir avec l'Assemblée monocolore, les maires et conseillers ainsi que le prochain président déjà nommé. La seule solution salvatrice et émancipatrice au peuple, c'est se lever tous ensemble pour aller à une Constituante, une Nouvelle Conférence nationale. C'est la seule véritable exigence de l'heure. Cotonou, le 23 janvier 2026

CÔTE D'IVOIRE LA MASCARADE ÉLECTORALE DU 25 OCTOBRE 2025

Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire vient de subir une élection présidentielle dont chaque étape, de la validation des candidatures à la proclamation des résultats, a été entachée de violations éhontées des lois et d'incidents graves qui en sapent la crédibilité.

Dès la phase de validation des candidatures, le CC a donné le ton en validant la candidature illégale de Ouattara et en écartant les principaux concurrents.

L'éviction des figures majeures de l'opposition comme, Laurent Gbagbo, Tidiane Thiam, Affi N'Guessan, ainsi que des candidats indépendants tels qu'Assalé Tiémoko et Toh Bi Vincent, relève de manœuvres politiques grossières, orchestrées par le pouvoir en place, pour s'assurer une victoire sans gloire.

Toute cette machination est faite avec le soutien actif des impérialistes, notamment la France, qui affichent une peur bleue face à l'avancée du mouvement souverainiste.

Il est bon de rappeler, que Ouattara, qui était "sollicité" pour être candidat par son parti le RHDP depuis 2023, par la Chambre des Rois et Chefs traditionnels, par de grandioses manifestations savamment suscitées des populations du nord, du centre, de l'est, de l'ouest, du sud, a décidé de répondre oui à un 4ème mandat en violation de la constitution, qu'après une rencontre avec le président français Emmanuel Macron en septembre 2025.

La campagne électorale s'est déroulée dans une tension extrême, marquée d'une part par des arrestations, des enlèvements nocturnes des militants de l'opposition par des forces parallèles, d'autre part par les appels à la désobéissance civile et au boycott du scrutin.

Les mobilisations populaires ont été réprimées avec une brutalité inouïe ; les jours précédant le vote, ont été émaillés d'affrontements sanglants entre forces de sécurité et manifestants.

Le climat de suspicion a été aggravé par la fuite le 24 octobre 2025, un jour avant le scrutin, des résultats sur Abidjan.net, un site d'informations en ligne, confirmant ainsi, les craintes de la mascarade électorale.

Le jour du scrutin, le 25 octobre 2025, les

témoignages et les preuves rapportés par des superviseurs assermentés nationaux et internationaux, ont révélé l'ampleur des fraudes.

L'on a noté, dans les bastions de l'opposition la fermeture massive de bureaux de vote avant 18h heure légale de clôture, la destruction des urnes, des perturbations des opérations de vote.

Dans beaucoup de lieux de votes, les observateurs ont relevé, l'absence totale de représentants de candidats de l'opposition, permettant ainsi des bourrages d'urnes.

Les taux de participation affichés dans beaucoup de centres de votes, sont en contradiction avec les faits relevés dans ces mêmes centres qui indiquent qu'il n'y a pas eu de votes.

Dans les proclamations des résultats faites par la CEI, l'on note que dans certaines villes, le nombre de votants dépassent par milliers le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale.

Dans ce contexte, la proclamation attendue d'une victoire au premier tour d'Alassane Ouattara avec un score fleuve, de 90%, tel que révélé par avance par Abidjan.net ne fait que confirmer la thèse de la mascarade électorale et du putsch constitutionnel.

Comme à son habitude, la communauté internationale, dont la France, véritable architecte et bénéficiaire de cette forfaiture, reste très silencieuse. Cette même France, si prompt à défendre les droits de l'homme ailleurs, n'a trouvé aucun mot pour condamner les meurtres perpétrés sur des manifestants aux mains nues.

L'élection présidentielle d'octobre 2025 révèle une fois de plus, la faillite du système néocolonial ivoirien, caractérisé par un système judiciaire aux ordres au pouvoir exécutif, un cadre législatif électoral verrouillé au service du pouvoir RHDP.

C'est une incapacité structurelle pour des élections démocratiques et crédibles. Les causes principales sont la nature despotique des pouvoirs néocoloniaux, les institutions chargées des élections aux ordres, et enfin une constitution qui renferme des dispositions anti-démocratiques notamment pour les élections.

Cette situation replace le pays à la croisée des chemins, pointant une fois encore la Constitution réactionnaire de 2016 notamment, comme facteur

essentiel d'exacerbation des contradictions.

À terme, si les forces démocratiques et patriotiques n'intègrent pas l'urgence de refonder radicalement les bases de la République dont la constitution, pour une nouvelle Côte d'Ivoire, le pays risque de s'enliser durablement dans le cercle

vicieux d'élections à hauts risques.

Pour le PCRCI, l'alternative est claire ; c'est soit la révolution avec un pouvoir populaire souverainiste avec l'adoption d'une nouvelle constitution démocratique, ou la poursuite sans fin des guerres pré ou post électorales.

80 ANS APRÈS LA CRÉATION DU FRANC CFA : A QUAND LA FIN DE LA SERVITUDE MONÉTAIRE ?

Demba Moussa Dembélé

Il y a 80 ans, le 26 décembre 1945, le gouvernement français créait le franc CFA. Évidemment, les Africains n'étaient pas consultés puisqu'ils n'avaient pas droit à la parole en tant que « sujets » de l'Empire colonial.

I) Le franc CFA : symbole de servitude

Selon le Pr. Tchétché N'Guessan, la Zone franc était un instrument du Pacte Colonial, destinée à renforcer le contrôle de l'Empire français sur ses colonies: « Le fondement originel de la zone franc reste le Pacte colonial...Le système des monnaies coloniales procédait du même état d'esprit que celui ayant instauré les mécanismes commerciaux du pacte colonial...dans le pacte colonial, la colonie devient un moyen d'enrichir la métropole ainsi qu'un atout pour lui donner poids et prestige dans le concert des pays les plus forts ».

Ainsi, à sa création, le franc CFA était un des instruments du Pacte colonial. Cette fonction n'a pas changé après les indépendances octroyées. Au contraire, le franc CFA est devenu l'un des symboles de la violence de l'Empire français qui s'est mué en système néocolonial, voué à renforcer sa domination politique et sa mainmise sur les ressources de ses anciennes colonies. Pour cela, il a organisé des assassinats, des meurtres et des coups d'état pour préserver le franc CFA. Le premier président du Togo, Sylvanus Olympio, a été assassiné quand il avait pris la décision de sortir son pays de la zone franc. Modibo Keita, premier président du Mali, qui avait quitté la zone franc en 1962, avait été victime d'un coup d'état militaire, qui réintègrera le pays dans la zone franc quelques années plus tard. En Guinée, le régime du Président Ahmed Sékou Touré, qui avait rompu avec la France, avait été victime d'une campagne de diabolisation d'une violence inouïe et d'un sabotage économique systématique. Ces événements et d'autres montrent bien que le franc CFA est l'un des éléments essentiels du système néocolonial français. C'est pourquoi, le célèbre

économiste camerounais, feu Joseph Tchundjang Pouémi, pouvait affirmer avec force que : « La France est le seul pays au monde à avoir réussi l'extraordinaire exploit de faire circuler sa monnaie – rien que sa monnaie – dans des pays politiquement libres... Le franc CFA n'est la création d'aucun État africain : il est la créature de l'État français, il n'est donc que le franc français lui-même ».

Un éminent économiste français, Rémy Herrera, chercheur au CNRS, a confirmé les propos de Pouémi, en soulignant que : « les monnaies de ces zones franc ne sont que des extensions actuelles de l'euro en terre africaine, comme elles étaient auparavant celles du franc français... ».

Monsieur Edouard Balladur, ancien Premier ministre français et architecte de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, confirmera que le franc CFA est bien la monnaie de la France. Selon lui : « Le franc CFA a été dévalué en 1994 à la demande de la France, parce que nous pensions que c'était le meilleur moyen d'aider ces pays dans leur développement ».

Ces propos, tenus près de 35 ans après les « indépendances », montrent bien que les pays africains n'avaient aucun contrôle sur le franc CFA. Et Monsieur Balladur avait envoyé son ministre de la Coopération – ministre chargé des anciennes colonies- pour informer les « dirigeants » africains convoqués à Dakar, au Sénégal. Une véritable humiliation ! Ces différentes déclarations, surtout celle de Monsieur Balladur, confirment que le franc CFA est bien un symbole de servitude pour les pays africains.

II) Le bilan économique et social du franc CFA

Dès lors, il ne pouvait être un outil de développement pour ces derniers 1) Des économies extraverties En fait, le franc CFA a plutôt contribué à renforcer le caractère extraverti des économies africaines. Celles-ci sont essentiellement tournées vers l'extérieur comme

pourvoyeuses de matières premières à l'ancienne métropole et à d'autres pays développés. Une telle économie crée peu d'emplois, comme l'illustre l'exploitation minière au Sénégal, dont l'essentiel est destiné à l'exportation. Alors que le secteur représente presque le tiers des exportations du pays, sa contribution à l'emploi est quasi nulle, comme le montre le tableau ci-dessous.

Contribution du secteur extractif à l'économie du Sénégal (%) 2022-2023 : Exportations 32,16, 31,89 PIB, (contribution) 4,50 4,72, Emplois 0,17 0,16, (Source : Rapport ITIE-Sénégal 2023).

La nature extravertie de ces économies explique en partie le faible niveau des échanges intra-africains, étant donné que les pays exportent à peu près les mêmes produits primaires, principalement à destination des pays développés. En effet, malgré l'existence d'une monnaie unique, les échanges intracommunautaires n'ont pas décollé, avec un niveau d'environ 15%. Selon les données de 2022, les économies des pays de l'UEMOA sont davantage tournées vers l'Asie (21% des exportations), vers l'Europe (43% des exportations) et vers le reste de l'Afrique. Le modèle extraverti explique aussi le faible niveau de transformation industrielle, accentué par les politiques liées à la priorité donnée à la « stabilité » du franc CFA 2) Le coût de la « stabilité monétaire » Pour les thuriféraires du franc CFA, la « stabilité » de celui-ci serait constituerait un « avantage » pour les économies des pays membres, comparées à celles des autres pays ayant leurs propres monnaies. Mais justement, cette « stabilité » constitue l'un des obstacles majeurs au financement des économies des pays CFA. Au nom de cette « stabilité », la BCEAO donne la priorité à la défense de la valeur externe de la monnaie, à savoir le taux de change fixe du franc CFA par rapport à l'euro, la monnaie unique européenne. Au nom de cette « stabilité » elle adopte des politiques monétaires restrictives illustrées par un contrôle très étroit sur l'octroi de crédits à l'économie, se traduisant par un très faible taux de financement des entreprises, tant publiques que privées. En d'autres termes, au nom de la « stabilité du CFA », on étouffe les économies africaines et la BCEAO condamne les pays membres à recourir aux marchés financiers pour combler leurs déficits budgétaires. Le débat sur la crise de la dette extérieure du Sénégal et d'autres pays de la zone CFA est en partie le résultat de cette politique monétaire. Ainsi, la «

stabilité » du franc CFA, loin d'être un « atout » est plutôt un handicap pour les pays africains. Certains de ses thuriféraires avancent que le franc CFA favorise des taux de croissance « élevés », comparés à ceux d'autres pays. Mais c'est une croissance portée par des exportations de matières premières, avec un impact très limité, voire nul, sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté. Car, il y a une différence entre croissance et développement. Selon les Nations-Unies, en Afrique de l'Ouest, sept pays sur huit sont classés comme « pays moins avancés » (PMA), c'est-à-dire parmi les « plus pauvres » du monde. En Afrique centrale, ils sont trois PMA sur six. Cela explique pourquoi la plupart des pays utilisant le CFA se trouvent parmi ceux qui sont au bas de l'indice de développement humain du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Comme le montre le tableau ci-dessous, même la Mauritanie, qui a quitté le franc CFA il y a 40 ans, a des indicateurs de développement humain supérieurs à ceux du Sénégal et même de la Côte d'Ivoire. Tout comme le Rwanda ou encore le Cap-Vert.

Indicateurs de développement humain Pays Valeur IDH Rang (sur 192 pays) : Côte d'Ivoire 0,534 166, Sénégal 0,517 169, Mauritanie 0,540 164, Rwanda 0,548 161, Cap-Vert 0.661 131, (Source : PNUD (Rapport 2023/2024, tableau statistique)

III) Quelles portes de sortie pour les pays africains ?

A la lumière de ce qui précède, 65 ans, après les « indépendances », on constate que le franc CFA constitue un des freins majeurs au développement des pays africains. Il est temps de rompre avec cette monnaie de servitude et de s'engager dans la voie d'une véritable souveraineté monétaire. Quelles sont les options pour les pays africains ?

1) La monnaie « unique » de la CEDEAO en 2027? Depuis plusieurs décennies, le projet de monnaie unique de la CEDEAO a été au centre des débats. Plusieurs échéances avaient été retenues pour l'adoption de la monnaie communautaire, mais jamais respectées, pour des raisons à la fois politiques et économiques. La décision du Sommet des chefs d'État du 29 juin 2019, de lancer l'éco en 2020, avait suscité à la fois de l'espoir et du scepticisme. La pandémie de la Covid-19 avait servi de prétexte pour suspendre la convergence macroéconomique et repousser l'adoption de la monnaie unique à l'année 2027. Mais l'obstacle des critères de convergence

macroéconomique se dresse toujours devant les pays. Car, en matière de politiques monétaires et de taux d'inflation, les divergences demeurent grandes entre les pays de l'UEMOA et les autres membres de la CEDEAO, notamment le Ghana et le Nigeria. Dans ce dernier pays, le taux moyen d'inflation a été de 39,8% en 2024, avec un taux directeur de la Banque centrale de 29%. Au Ghana, le niveau d'inflation a été de 21% en 2024, avec un taux directeur de plus de 26%. Toutefois, on a noté une décélération de l'inflation au cours des derniers mois de l'année 2025. Dans les pays de l'UEMOA, le taux moyen d'inflation pour l'année 2024 a été de 3,5 %, marquant un léger ralentissement par rapport à 2023 (3,7 %), alors que le taux directeur de la Banque centrale était de 3,50%. Ces chiffres indiquent des écarts assez significatifs entre les niveaux d'inflation et de taux directeurs entre les pays de l'UEMOA et les autres membres de la CEDEAO. Ce qui fait dire au gouverneur de la BCEAO, Monsieur Jean-Claude Kassi Brou que « le respect des critères de convergence macroéconomique reste un défi majeur ». Un défi qui sera difficile de relever d'ici 2027.

2) L'Accord Ouattara-Macron de décembre 2019 ? Aux obstacles économiques ci-dessus il faut ajouter les obstacles politiques, nés de la méfiance des pays de l'UEMOA à l'égard du Nigeria. Cette méfiance explique l'Accord conclu le 21 décembre 2019 à Abidjan, entre les présidents ivoirien et français, Alassane Ouattara et Emmanuel Macron, dont les termes sont les suivants : • Le franc CFA prendra le nom d'ECO en 2020 • Le taux de change du CFA/ECO restera fixe avec l'euro • La fin du dépôt obligatoire des réserves de change au Trésor français • Le retrait des représentants de la France des instances de la BCEAO • La France jouera le rôle de « garant » (« garantie de convertibilité »).

Cet Accord est différent de celui retenu par le Sommet d'Abuja de juin 2019. En réalité, l'option proposée à Abidjan vise seulement à changer le nom du franc CFA en Eco et à élargir l'UEMOA à la Guinée et à certains pays « anglophones » mais sans le Nigeria ! Cet objectif a été clairement exprimé par l'appel de Monsieur Emmanuel Macron à certains pays de la CEDEAO: « j'espère que des pays comme la Guinée, le Ghana, la Sierra Leone, le Liberia, la Gambie poursuivront ce mouvement avec cette nouvelle monnaie, cette

gouvernance nouvelle ». Cet appel du pied du président français, fait à Abidjan, montre que le but de la France est bien de saper la dynamique vers la monnaie unique de la CEDEAO et de préserver sa tutelle sur ses anciennes colonies.

Le plus inquiétant, c'est qu'il y a des économistes au Sénégal et dans les autres pays de l'UEMOA qui soutiennent cette option, qui porte un grand risque d'éclatement de la CEDEAO. Car, comment peut-on envisager une intégration en Afrique de l'Ouest sans le pays dont le produit intérieur brut (PIB) représente les deux tiers du PIB de la CEDEAO ? Les dirigeants de l'UEMOA qui accepteraient cette option porteraient une très lourde responsabilité dans l'échec éventuel de l'intégration régionale.

Conclusion

Pour le Sénégal et les autres pays, il est temps de mettre fin à une servitude monétaire qui n'a que trop duré. L'expérience de 65 ans « d'indépendance » a montré que le franc CFA n'a jamais été un instrument de développement. Il en est plutôt l'un des obstacles majeurs. Dans un monde en proie à des bouleversements d'une ampleur sans précédent et une Afrique qui cherche à s'émanciper des tutelles étrangères, les conditions sont de plus en plus favorables pour rompre définitivement d'avec le système CFA. Dans son discours magistral, lors de la célébration du Centenaire de Frantz Fanon, le Premier ministre du Sénégal, Monsieur Ousmane Sonko, a dit: «Aucune dignité n'est possible sans souveraineté économique. Et aucune souveraineté économique n'est possible sans souveraineté monétaire. » Cela sonne comme un appel solennel à la mobilisation pour intensifier la lutte pour la souveraineté monétaire.

Sources des citations : (Pr T. N'Guessan, « La zone franc: essai de bilan économique et institutionnel », pp. 18-19, dans L'avenir de la zone franc. Perspectives africaines) - (dir. M. Kassé et H. Ben Hammouda), CODESRIA et Karthala, 2001 2 Joseph Tchoundjang Pouémi, Monnaie, servitude et liberté : la répression monétaire de l'Afrique, Yaoundé, Ménaibuc, 1981/Paris, 2000) - Rémy Herrera, La monnaie. Du pouvoir de la finance à la souveraineté des peuples. Genève, éditions CETIM, 2022, p.140 Propos rapportés par Jeune Afrique Economie, No.178, avril 1994.

VENEZUELA

AGRESSION FASCISTE ET PRISE TERRORISTE D'OTAGES

L'HUMANITÉ DEMOCRATIQUE DOIT DIRE NON A TRUMP

Diagne Fodé Roland

Après le prétexte mensonger de « lutte contre le narcotrafic », Trump avoue ouvertement que son attaque et kidnapping a pour objet « mon pétrole » (sic!), celui que la Constitution Bolivarienne attribue au peuple vénézuélien. Les USA qui ont le monopole prédateur d'exploitation du Venezuela qui a les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde ont commencé à le perdre avec la nationalisation par Chavez et à partir de 2018 avec la décision de « se libérer du dollars » en le vendant en Yuan, Rouble, Euro, Roupie, Yen, etc. Le pays veut entrer dans les BRICS, le paiement direct qui contourne le système SWIFT US et se dote d'armes russes.

C'est ce processus souverain lié à la communalisation socialiste en cours du bolivarisme que les sanctions ne suffisaient pas à endiguer qui a précipité le choix de militariser par un blocus naval criminel de la mer des Caraïbes et les eaux territoriales avec des actes meurtriers de piraterie contre les pétroliers vénézuéliens.

Les prises d'otages et/ou les assassinats de présidents font aussi partie des pratiques de la voyoucratie US comme on l'a vu avec les présidents Jacobo Arbenz Guzman du Guatemala en 1954, Aristide d'Haïti en 1991, Noriega, ex-agent de la CIA de Panamá en 1989, Maurice Bishop de Grenade en 1983, etc.

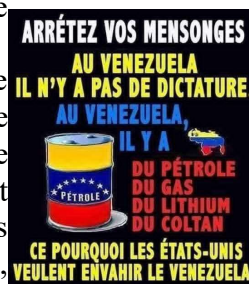
La sidération devant un tel gangstérisme d'État reflète une méconnaissance de l'histoire du capitalisme impérialiste yankee. L'effet recherché par Trump est de faire peur pour faire plier les résistants. Génocide des Amérindiens, esclavage des noirs, conquête exterminatrice de l'ouest, soumission des pays, États, nations du continent américain du nord au sud par la « doctrine Monroe » aujourd'hui baptisée « Donroe » ont été les jalons de l'hégémonie mondiale des USA. La loi du plus fort, celle du Far West est l'ADN de la naissance de la « plus grande démocratie au monde » à nos

jours qui s'applique encore maintenant sur le pays dont l'ancien président états-unien Jimmy Carter disait qu'« En réalité, sur les 92 élections dont nous avons surveillé le déroulement, je dirais que le processus électoral du Venezuela est le meilleur du monde ».

Pour réaliser ces forfaits criminels, les mensonges d'État se succèdent repris en écho par toute la presse totalitaire impérialiste et néocoloniale : « cadavres éventrés déterrés de Timisoara » attribués à Ceausescu, « couveuses débranchées du Koweït » par Saddam Hussein, « épuration ethnique » pour bombarder la Serbie et désintégrer l'État yougoslave, « attentat du 11 septembre des Talibans » pour occuper l'Afghanistan, « armes de destruction massive » pour attaquer l'Irak et faire assassiner son président, « massacre de Benghazi » pour détruire la Libye et lyncher son leader puis essaimer les djihad-terroristes dans le Sahel, « massacre de manifestants » pour occuper militairement la Syrie et y appuyer avec l'aide des colonialistes sionistes Al Qaïda/Al-Nosra/Daesh pour renverser le régime laïc du Baas, etc.

L'impérialisme US/OTAN/UE/G7 devient hors la loi et étale toute sa nature barbare pour tenter en vain de sauver son hégémonie séculaire faite de dépendance, de colonisation et de néo-colonisation. Le capitalisme impérialiste en crise n'a plus rien à offrir que le fascisme et la guerre.

Jusqu'ici les chefs d'États US cachaient leurs guerres par les mensonges cités ci-dessus, Trump a commencé par mentir en parlant de « narcotrafic », mais une fois celui qui faisait l'objet de 50.000 dollars de wanted pris en otages, il avoue maintenant ouvertement s'approprier le pétrole du peuple vénézuélien. Ce faisant, Trump confirme la justesse de notre analyse des « causes systémiques des nouvelles agressions impérialistes contre les peuples » : « le nouveau cycle des guerres impérialistes, disions nous, est engendré par la nécessité pour l'impérialisme de contrôler les



sources de matières premières stratégiques indispensables au développement des pays dits émergents.

Il s'agit de générer des profits colossaux en contrôlant et rendant les pays émergents dépendants d'eux pour leur accès aux matières premières dont ils ont besoin pour continuer à se développer. Par leur mainmise sur les richesses stratégiques des pays producteurs, les USA et l'UE s'érigent en usuriers rentiers fixant les conditions d'accès aux matières premières aux pays émergents. Les transnationales peuvent ainsi spéculer sur les prix, fixer les taxes, poser leurs conditions, organiser le sabotage des économies ou les affaiblir, mener la guerre commerciale et donc continuer à exploiter et dominer l'économie mondiale. Voilà pourquoi l'impérialisme fait les guerres de « faible ou moyenne intensité » contre les pays faibles ou petits encore sous développés pour les asservir » (Les causes systémiques des nouvelles agressions impérialistes contre les peuples, août 2011).

En effet, les impérialistes sont en passe de perdre l'hégémonie scientifique, technologique et productive qui fut la base de leur domination sur les peuples du monde devant l'avènement des vrais pays émergents que sont les BRICS et parmi lesquels les pays rescapés du camp socialiste dirigés par les partis communistes (Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba). Il leur reste pour le moment la force militaire qu'ils utilisent contre les pays faibles qui exercent leur droit à la souveraineté nationale.

Ce qui vient d'arriver à Maduro sent la trahison d'une partie des services de l'État et pose le défi aux forces boliviennes à relever pour combattre la contre-révolution interne en mobilisant le peuple de Chavez et de Bolivar.



Cette agression fasciste US rappelle l'agression fasciste de 1935 mussolinienne contre l'Éthiopie qui fut aussitôt suivie de la marche hitlérienne des nazis vers la seconde guerre mondiale et furent aussi autant de jalons de la prise de conscience des peuples du danger fasciste forgeant en cela la future alliance des États capitalistes non fascistes avec l'URSS.

Trump proclame avec arrogance que « nous allons diriger le pays jusqu'à ce que nous puissions effectuer une transition sûre, appropriée et judicieuse » et annonce un procès contre Maduro et son épouse dans « un tribunal fédéral de New York pour conspiration narco-terroriste ». Un tel procès peut, selon la combativité de Maduro et de son épouse, devenir le procès de la voyoucratie mercantile armée de l'impérialisme US sous la houlette du cow-boy Trump. Ce fut le cas de Dimitrov qui a retourné le tribunal en démontant les mensonges des nazis accusant les communistes d'être les auteurs de l'incendie du Reichstag.

C'est aussi, avant que les va-t-en guerre fascistes ne musellent les classes laborieuses et les forces démocratiques que, de l'intérieur même des USA, doit venir l'opposition de masse à la fuite en avant guerrière à l'instar de Zohran Mamdani, le nouveau maire de New York qui « a souligné que son opposition repose sur le principe qu'il est contre le changement de régime et la violation des lois fédérales et internationales. Il a qualifié l'opération d'arrestation de crime de guerre, enfreignant ainsi les normes juridiques internationales ».

Libération de Maduro et son épouse ! Bas les pattes devant le Venezuela Bolivarien, US Go Home !

Les peuples et États du monde doivent condamner et stopper la guerre fasciste !

03/01/26

VENEZUELA : la Chine riposte à pleine puissance

Par le Dr Kurt Grötsch, diplômé en philologie et psychologie, docteur de l'Université Nürnberg, MBA d'ESDEN, Madrid, et porteur de la Croix fédérale du mérite d'Allemagne, cofondateur et vice-président de la chaire chinoise et ambassadeur de l'Université Minzu de Chine.

La Chine a condamné avec la plus grande fermeté l'enlèvement et la violation de la souveraineté du Venezuela. Sans grandes poses grandiloquentes à la Trump ou à la Macron, elle a pris une série de mesures, consciente que les États-Unis ont défini le contrôle du pétrole vénézuélien comme un

moyen d'endiguer la présence chinoise en Amérique du Sud et de freiner son développement inexorable.

La Chine a adopté un ensemble de décisions visant le point névralgique de l'empire nord-américain, car l'agression contre le Venezuela constitue une

déclaration de guerre contre la proposition d'un monde multipolaire et contre les BRICS.

Quelques heures seulement après l'annonce de l'enlèvement du président Maduro, Xi Jinping a convoqué une réunion d'urgence du Comité permanent du Politburo, qui a duré exactement 120 minutes. Il n'y eut ni communiqué ni menaces diplomatiques : seulement le silence qui précède la tempête, car cette réunion a déclenché ce que les stratèges chinois appellent une **Réponse intégrale asymétrique**, destinée à répondre à une agression contre ses partenaires de l'hémisphère occidental. Le Venezuela est la tête de pont de la Chine en Amérique latine, dans ce que les États-Unis considèrent comme leur « arrière-cour ».

La première phase de la réponse chinoise s'est activée à 9 h 15 le 4 janvier, lorsque la Banque populaire de Chine a discrètement annoncé la **suspension temporaire de toutes les transactions en dollars américains avec les entreprises liées au secteur de la défense états-unien**. Boeing, Lockheed Martin, Raytheon et General Dynamics se sont réveillées ce jeudi-là en apprenant que l'ensemble de leurs transactions avec la Chine avait été gelé sans préavis. À 11 h 43 le même jour, la State Grid Corporation of China, qui contrôle le plus grand réseau électrique de la planète, a annoncé la révision technique de tous ses contrats avec des fournisseurs américains d'équipements électriques, ce qui implique un découplage progressif de la technologie américaine.

À 14 h 17, la China National Petroleum Corporation, la plus grande compagnie pétrolière publique du monde, a annoncé la réorganisation stratégique de ses routes d'approvisionnement mondiales. Cela signifie la **réactivation de l'arme énergétique : l'annulation de contrats d'approvisionnement en pétrole avec des raffineries américaines** pour une valeur annuelle de 47 milliards de dollars. Le pétrole auparavant destiné à la côte Est des États-Unis a été redirigé vers l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres partenaires du Sud global, provoquant une flambée de 23 % des prix du pétrole en une seule séance de

trading. Mais le message stratégique est encore plus important : la Chine peut étrangler énergétiquement les États-Unis sans tirer un seul coup de feu.



Dans une autre manœuvre, la China Ocean Shipping Company, qui contrôle environ 40 % de la capacité mondiale de transport maritime, a mis en œuvre ce qu'elle a appelé une **optimisation des routes opérationnelles**. Concrètement, les cargos chinois ont commencé à **éviter les ports américains**. Long Beach, Los Angeles, New York et Miami — qui dépendent de la logistique maritime chinoise pour maintenir leurs chaînes d'approvisionnement — se sont retrouvés soudainement privés de 35 % de leur trafic habituel de conteneurs. Une catastrophe pour Walmart, Amazon, Target et d'autres géants de la distribution, qui dépendent des navires chinois pour importer des produits manufacturés en Chine : leurs chaînes d'approvisionnement se sont partiellement effondrées en quelques heures.



L'élément le plus frappant de l'ensemble de ces mesures fut leur **synchronisation**. Appliquées simultanément, elles ont créé un **effet de cascade qui a amplifié de manière exponentielle l'impact économique**. Il ne s'agissait pas d'une escalade progressive, mais d'un choc systémique conçu pour neutraliser la capacité de réaction américaine.

Alors que le gouvernement états-unien n'avait pas encore pleinement encaissé le coup, la **Chine a activé un nouveau paquet de mesures : la mobilisation du Sud global**. À 16 h 22 le 4 janvier, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a proposé au Brésil, à l'Inde, à l'Afrique du Sud, à l'Iran, à la Turquie, à l'Indonésie et à 23 autres pays des conditions commerciales préférentielles immédiates pour tout État s'engageant publiquement à ne reconnaître aucun gouvernement vénézuélien arrivé au pouvoir par la main criminelle des États-Unis.

En moins de 24 heures, 19 pays avaient accepté l'offre. Le Brésil fut le premier, suivi par l'Inde, l'Afrique du Sud et le Mexique. C'est la **matérialisation concrète d'un monde multipolaire en action**. La Chine a réussi à créer instantanément une **coalition anti-nord-américaine en utilisant l'arme des incitations économiques**.

La cerise sur le gâteau est arrivée le 5 janvier,

lorsque **Pékin a activé l'arme financière**. Le système chinois de paiements interbancaires transfrontaliers a annoncé l'expansion de sa capacité opérationnelle afin d'absorber toute transaction mondiale souhaitant éviter le système SWIFT contrôlé par Washington. Cela signifie que **la Chine a mis à la disposition du monde une alternative pleinement fonctionnelle au système financier occidental**.

Tout pays, entreprise ou banque désireux de commercer sans dépendre de l'infrastructure financière américaine pouvait utiliser le système chinois, 97 % moins cher et plus rapide. La réponse fut immédiate et massive : au cours des 48 premières heures, des transactions d'une valeur de 89 milliards de dollars ont été traitées. Les banques centrales de 34 pays ont ouvert des comptes opérationnels dans le système chinois, ce qui marque **une dédollarisation accélérée de l'une des principales sources de financement des États-Unis**.

Sur le front technologique, la Chine — qui contrôle 60 % de la production mondiale de **terres rares**, éléments critiques pour la fabrication de semi-conducteurs et de composants électroniques — a annoncé **des restrictions temporaires à l'exportation de ces matériaux vers tout pays ayant soutenu l'enlèvement du président Nicolás Maduro**. Apple, Microsoft, Google et Intel, toutes les grandes entreprises technologiques américaines dépendantes des chaînes d'approvisionnement chinoises pour des composants essentiels, sont désormais en état d'alerte : leurs systèmes de production pourraient s'effondrer en quelques semaines.

Chaque mouvement chinois frappe le cœur économique de l'empire nord-américain.

« *Qu'a fait la Chine en faveur du Venezuela ?* » demandent amis et adversaires du gouvernement. Ce qui précède en est la réponse : **sans déclarer la guerre, la Chine agit.**

10/01/26

APRÈS LE VENEZUELA,

A NOUVEAU L'IRAN DANS LE VISEUR FASCISTE ETASUNO-SIONISTE

Diagne Fodé Roland

La « guerre des 12 jours » contre l'Iran s'est révélée un échec patent pour la coalition israélo-US. Aucun des objectifs des agresseurs sionistes doublés des bombardements US n'ont été atteints : ni le renversement du régime des Ayatollahs, ni l'arrêt du programme nucléaire civil, ni la fin du soutien à la résistance du peuple génocidé palestinien. Les sanctions non plus ne sont arrivées à mettre à genou le pouvoir iranien même si elles provoquent des difficultés socio-économiques dans le pays.

Le Venezuela a subi la même stratégie d'étouffement socio-économique par les sanctions d'autant plus drastique parce que son économie néocoloniale dépendant de la mono-production du pétrole était sous contrôle de l'impérialisme US à plus de 60 %.

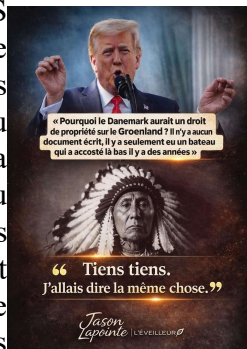
Il est à noter que c'est l'échec de la déstabilisation par les sanctions qui a conduit le couple Trump/Rubio à organiser le blocus naval puis le kidnapping du président légal et légitime Maduro

et son épouse.

L'essence de l'économie coloniale et néocoloniale empêche nécessairement le développement des forces productives, c'est-à-dire organise la dépendance économique du pays colonisé ou néo-colonisé à celle de la métropole impérialiste et/ou à la « mondialisation » du capitalisme impérialiste pour empêcher son développement économique endogène. Iran et Venezuela, tout comme tous les pays du Sud Global, anciennement dénommé Tiers-Monde, sont confrontés à divers degrés à cette oppression frein au développement des forces productives industrielles, technologiques et scientifiques.

Formant en moyenne près de 250.000 ingénieurs par an, l'Iran a été en capacité de riposter efficacement, notamment sur le plan balistique et des missiles, à l'agression des génocidaires sionistes du peuple martyr de Palestine qui ont été obligé de faire appel au « grand frère » yankee.

Au départ les manifestations en Iran exigeaient la satisfaction de revendications socio-économiques populaires, plus de liberté civile, dénonçaient la corruption et l'embourgeoisement de la théocratie au pouvoir. Mais très vite, à l'image des « révolutions colorées » du Maïdan en

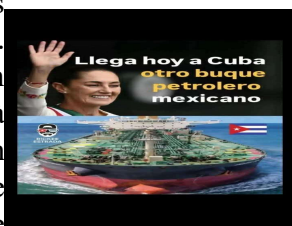


Ukraine et plus généralement dans les pays de l'est européen, des « printemps arabes » en Tunisie, Égypte, Syrie, Libye ou des « conférences nationales » en Afrique noire, l'impérialisme et ses agents locaux se sont mis à dévoyer les manifestations socio-économiques en y infiltrant des provocateurs terroristes qui ont assassiné plus d'une centaine de policiers et en mobilisant une campagne de presse mondiale présentant le fils du Shah comme l'alternative aux Ayatollahs. La dotation d'agents néocoloniaux de téléphones satellitaires starlink d'Elon Musk que les ingénieurs iraniens ont bloqué est un indice des manigances impérialistes.



Or seul le peuple iranien a et doit avoir le droit de décider qui gouverne en Iran ! Comme le déclare le Parti Communiste Cubain « personne ne nous dicte ce que nous devons faire, le peuple cubain ne cédera ni aux menaces ni au chantage » ! Autrement dit, les peuples rejettent les prédateurs envahisseurs qui naviguent sous pavillon volé, celui de la liberté et de la démocratie pour voiler les plans des gros bourgeois pour s'emparer des richesses des pays appauvris par la domination impérialiste !

Le « ni ni » renvoyant dos à dos le régime des Ayatollahs et la CIA/Mossad est en réalité un stratagème au service des objectifs des impérialistes et des sionistes. Ce « ni ni » a servi à l'implosion de l'État yougoslave en 1999, à l'assassinat de Saddam Hussein en Irak après 2003, à la capture de Gbagbo en 2010, au lynchage de Khaddafi en 2011, à la chute de Assad en 2024, à la prise en otages de Maduro et de Cilia en 2026, etc.



Ce « ni ni » est une négation totale mais attrape-nigaud du rapport des forces entre agresseurs prédateurs impérialistes et agressés résistants féodaux, bourgeois ou petits bourgeois au pouvoir dans les pays opprimés. Ce « ni ni » est chauvin, social chauvin de la part des partis et militants des pays et États impérialistes et néocolonial de la part de ceux des pays et États dominés.

Contre les opportunistes chauvins et sociaux

chauvins, Joseph Staline avait raison de rappeler que *“Le caractère révolutionnaire du mouvement national n'implique pas nécessairement l'existence d'éléments prolétariens dans le mouvement, l'existence d'un programme révolutionnaire ou républicain du mouvement, l'existence d'une base démocratique du mouvement. La lutte de l'émir afghan pour l'indépendance de l'Afghanistan est objectivement une lutte révolutionnaire, malgré le tour monarchiste des conceptions de l'émir et de ses partisans, car elle affaiblit, désagrège, et sape l'impérialisme. Cependant que la lutte des démocrates et des 'socialistes' à tous crins, des 'révolutionnaires' et des républicains tels que, par exemple, Kerenski et Tsereteli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste était une lutte réactionnaire, car elle avait pour résultat de maquiller, de consolider, de faire triompher l'impérialisme [...]. Lénine a raison lorsqu'il dit que le mouvement national des pays opprimés doit être apprécié, non du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire non isolément mais à l'échelle mondiale.”* (Staline, *Les Questions du Léninisme* t.1, p. 57).

Si d'aventure, Israël assassin des Palestiniens et USA attaquent à nouveau l'Iran, « la lutte des Ayatollahs pour l'indépendance de l'Iran est objectivement une lutte révolutionnaire, malgré le tour monarchiste des conceptions des Mollahs, car elle affaiblit, désagrège, et sape l'impérialisme » parce que « ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire non isolément mais à l'échelle mondiale » contribue à la fin progressive de l'hégémonie impérialiste US/UE/G7/Israël et à l'avènement du monde multipolaire dans la marche de l'humanité vers la liberté et l'égalité entre les peuples.

Voilà pourquoi, l'humanité démocratique, à fortiori les anti-impérialistes révolutionnaires et les communistes, doivent mettre en avant le mot d'ordre : Impérialisme, bas les pattes devant les peuples ! Non aux guerres impérialistes ! Vive la résistance des peuples à la barbarie impérialiste !

15/01/26

LA DICTATURE BOURGEOISE IMPÉRIALISTE US TUE

Diagne Fodé Roland

Les crimes racistes sont une longue tradition dans l'État esclavagiste puis ségrégationniste US. Les

révoltes et insurrections des nègres marrons et celles des luttes de libérations anti-apartheid contre le système du Jim Crow dénommées par euphémisme « mouvement des droits civiques » du XXème siècle ont largement été suscitées et ponctuées par les assassinats, lynchages et autres forfaits de la « grande démocratie » étasunienne tant adorée par les médias impérialistes et les colonisés mentaux.

Les peuples autochtones Amérindiens ont subi le génocide avant que les survivants peu nombreux soient parqués dans des « réserves ». Les Hispaniques intégrés par la guerre contre le Mexique dans l'État fédéral US au 19ème siècle et les migrants aujourd'hui subissent une chasse à l'humain macabre raciste de la « plus grande démocratie du monde » qui ne cache même plus sa nature fasciste à l'interne et guerrière à l'externe. Et voilà que les témoins « whites » sont aussi buttés par une police milice qui rappelle à bien des égards la gestapo.

La famille d'Alex Pretti, infirmier de son Etat tué par l'ICE, vient de publier la déclaration suivante :



« Nous avons le cœur brisé, mais aussi profondément outragés. Alex était une personne de bon cœur qui aimait profondément sa famille et ses amis, ainsi que les vétérans américains dont il s'occupait en tant qu'infirmier de soins intensifs à l'hôpital vétérans de Minneapolis. Alex voulait faire une différence dans ce monde.

Malheureusement, il ne sera pas avec nous pour voir l'impact qu'il a eu. Je n'utilise pas le terme "héros" à la légère. Cependant, sa dernière pensée et son action étaient de protéger une femme. Les mensonges dégoûtants que cette administration a racontés sur notre fils sont répréhensibles et haineux. Il est évident qu'Alex n'était pas armé quand il a été attaqué par les lâches gorilles de Trump et les tueurs de glace. Il avait son téléphone dans sa main droite et sa main gauche vide levée au-dessus de sa tête, essayant de protéger la femme que ICE venait de pousser au sol et de pulvériser au poivre. S'il vous plaît, répandez la vérité sur notre fils. C'était un homme bien. Merci ». Justice pour Alex !! »

Le fascisme aux USA avance désormais à visage découvert

par [Guy Roy](#), tiré de L'Autjournal, Québec

Avec le discours du vice-président Vance pour justifier l'assassinat d'une citoyenne américaine par un agent de ICE, on assiste à une mise en scène digne de l'extrême droite la plus classique : recherche de bouc émissaire (les immigrants illégaux sont des criminels, des violeurs, des pédophiles), innocence des policiers répressifs (ils étaient en légitime défense), les journalistes sont complices de l'extrême gauche en ne blâmant pas les démocrates pour le chaos ... Ces arguments pour justifier la répression jusqu'au meurtre contre les citoyens qui protestent contre les agissements de ICE sont typiques du fascisme dans sa montée vers



l'extrémisme radical pour stigmatiser l'adversaire politique populaire qui peut, seul, entraver son déploiement... Qu'y a-t-il de plus près du fascisme que les procès d'intention d'une opposition fictive, inventée pour servir le discours démagogique, afin de paralyser toute forme d'opposition ? N'est-ce pas ce qui nourrissait les paroles mêmes des nazis lorsqu'ils accusaient les judéo bolchéviques de gangréner la nation allemande pour justifier leurs positions racistes contre les juifs et les communistes ? (...) Le fascisme avance donc à visage découvert et ne se cache plus derrière une rhétorique de droite. Il n'y a qu'une résistance populaire élargie, telle que les citoyens américains la déploient, qui en viendra à bout. Il faut s'y mettre. 2026/01/09 |

JANVIER 1944 – 2026 : ANGELA DAVIS A 82 ANS !

« Tout d'abord, je suis noir. J'ai consacré ma vie à la lutte pour la libération du peuple noir, mon peuple esclavage, incarcéré !

Je suis communiste, parce que la raison pour laquelle nous sommes violemment contraints de vivre misérable, d'avoir le niveau de vie le plus bas de toute la société américaine, est très

étroitement liée à la nature du capitalisme ».

